# **DE LA RUSSIE**

## **Après l’invasion**

Jean-Pierre KERTUDO

Début Mars 2022

Table des matières

[**INTRODUCTION** 3](#_Toc97370584)

[**L’ARGUMENTAIRE OFFICIEL DE LA RUSSIE** 4](#_Toc97370585)

[**LES BUTS DE GUERRE** 5](#_Toc97370586)

[**LES CAPACITES DE RESISTANCE INTERIEURE DE L’UKRAINE** 6](#_Toc97370587)

[**LES CAPACITES DE RESISTANCE DE LA POPULATION RUSSE** 7](#_Toc97370588)

[**LES REACTIONS OCCIDENTALES** 8](#_Toc97370589)

[**REACTIONS AMERICAINES** 8](#_Toc97370590)

[**REACTIONS EUROPEENNES** 9](#_Toc97370591)

[**L’ESPACE DES NEGOCIATIONS DIPLOMATIQUES** 10](#_Toc97370592)

[**LES AUTRES POSITIONS INTERNATIONALES** 10](#_Toc97370593)

[**POSITIONS FRANCAISES** 10](#_Toc97370594)

[**POSITIONS ALLEMANDES** 11](#_Toc97370595)

[**POSITION CHINOISE** 12](#_Toc97370596)

[**LES PERSPECTIVES** 12](#_Toc97370597)

[**L’issue militaire et ses suites** 12](#_Toc97370598)

[**Le poids de l’héritage soviétique** 13](#_Toc97370599)

[**Le désastre financier** 13](#_Toc97370600)

[**L’exaltation du nationalisme** 13](#_Toc97370601)

[**L’impasse stratégique** 14](#_Toc97370602)

[**L’AVENIR DE LA RUSSIE** 15](#_Toc97370603)

# **INTRODUCTION**

Dans un précédent essai élaboré au moment où la RUSSIE envisageait d’envahir l’UKRAINE mais n’était pas encore passée à l’acte nous nous proposions d’analyser la situation de ce grand pays, intérieure comme extérieure, et d’envisager les perspectives qui allaient s’ouvrir. Voici plus de trente années qu’a eu lieu la dissolution de l’URSS. La tentative désordonnée d’instaurer la démocratie s’est soldée par un échec retentissant. Un échec ayant ouvert la voie à un l’installation d’un pouvoir autoritaire insatisfait d’être relégué au statut de puissance régionale par les Etats-Unis comme par les européens et qui a rallié le camp des contestataires de l’ordre international.

En analysant les rapports de force globaux entre la dictature mise en place par V. POUTINE et les occidentaux, nous estimions que ces rapports n’étaient pas, dans la durée, favorables au régime russe tel qu’il est. Nous en avons trop rapidement déduit, en sous-estimant les pulsions irrationnelles dans les comportements des dirigeants politiques, que l’intérêt stratégique de la RUSSIE était d’éviter l’invasion armée de l’UKRAINE. Nous avons, à partir d’une analyse logique, prêté au dictateur une rationalité qui était la nôtre mais, de toute évidence, pas la sienne.

Nous persistons, néanmoins à penser que l’équipée guerrière va finir par mal se terminer pour l’assaillant et allons tenter de le démontrer.

Avant d’y venir il importe d’autopsier les conceptions que véhicule la propagande russe et les justifications affichées tout autant que dissimulées de son intervention.

On en viendra ensuite à l’examen des buts de guerre qui ont déjà été largement dessinés mais qui comportent encore d’importantes zones de flou.

L’UKRAINE, agressée, en état d’infériorité militaire manifeste, ne dispose pas des forces armées lui permettant de vaincre. Quelles peuvent être ses autres capacités de résistance ? Question cruciale à laquelle on commence à disposer d’éléments de réponse.

Les occidentaux ont décidé de répliquer par des mesures de rétorsion pacifiques aux fins d’asphyxier l’économie et la finance de son rival. Les avis sont notablement partagés quant à leur efficacité et leur capacité à renverser le cours des affrontements. On va tenter qu’apporter quelques éclaircissements.

Enfin, l’avenir à moyen-long terme de la RUSSIE, immense, pauvre, revendicative, méritera un long développement.

# **L’ARGUMENTAIRE OFFICIEL DE LA RUSSIE**

Il importe de souligner le caractère officiel de l’argumentaire. C’est celui d’un pouvoir qui a progressivement éliminé toute forme d’opposition organisée. Il est pratiquement prohibé d’exprimer des vues différentes de celles du gouvernement. L’information disponible autorise néanmoins à penser que la population russe est très majoritairement allergique à une confrontation armée avec ses voisins. Les terribles souffrances endurées lors de la dernière guerre mondiale ont laissé des traces encore profondes.

Le point-clé de l’argumentaire est fondé sur la menace existentielle que ferait peser sur le pays le pacte militaire de l’OTAN et sa tendance à recruter des adhérents parmi les anciennes possessions soviétiques. L’UKRAINE, voisine serait la proie maintenant convoitée par les adversaires occidentaux.

L’UKRAINE fait partie des 15 pays ayant quitté l’empire soviétique après sa dissociation en 1991. Elle n’est pas la seule à être voisine de la Russie mais en représente l’enjeu majeur à cause de sa population nombreuse (près de 45 millions d’habitants, 30% de celle de la Russie), mieux éduquée que les autres républiques dissidentes, riche de ressources agricoles (blé, maïs) et, dans une moindre mesure, minières. Après l’indépendance, la corruption, la domination des oligarques, ont longtemps régné. Puis la marche vers la démocratie, avec le soutien des occidentaux, a fortement progressé.

Dans un premier temps V. POUTINE a donc réussi une semi-annexion de sa voisine en obtenant qu’elle se dote de gouvernements complaisants. La séquence prend fin en 1994 avec l’éviction, suite à une révolte populaire, du président IANOUKOVITCH[[1]](#footnote-1). Il lui a été reproché par son opinion de s’opposer à un accord d’association avec l’Union européenne[[2]](#footnote-2).

L’UKRAINE se voit donc accusée de trois péchés capitaux aux yeux des post-soviétiques russes. Premier péché : le rapprochement avec l’Union Européenne. Second péché : une demande d’adhésion à l’OTAN. Troisième péché et non des moindres, la construction difficile mais réelle d’une démocratie à l’occidentale.

Le fait que l’Allemagne et la France se soient clairement opposées à l’inclusion de l’Ukraine dans l’Otan dans un souci de réduction des tensions n’a pas apaisé les craintes russes. Le dictateur de MOSCOU exigeait une renonciation définitive et irrévocable, ce qui impliquait pour les occidentaux une amputation définitive de la souveraineté ukrainienne, justement considérée comme inacceptable.

Parce que la crainte majeure du régime russe repose sur une expansion du modèle occidental qui exercerait des effets de contagion sur sa société.

Bien que le concept de « guerres des civilisations » mis à l’honneur par S. HUNTINGTON ait été vilipendé, il faut bien reconnaître que le conflit entre les dirigeants russes et les ukrainiens y ressemble avec, toutefois, des particularités, non prévues par l’auteur américain, et à propos desquelles on reviendra.

L’argumentaire de V. POUTINE et de ses partisans, réécrit l’histoire d’une manière totalement fallacieuse. Les dirigeants actuels de l’Ukraine seraient les héritiers du nazisme. Les forces indépendantistes extrêmes de ce pays ont effectivement été portées à collaborer momentanément avec les hitlériens. Elles espéraient en tirer des bénéfices pour leur cause. Très vite, les tenants de cette ligne de conduite se sont aperçus que leurs espoirs seraient déçus. La majeure partie d’entre eux s’est engagée, ensuite, dans l’Armée Rouge, au prix de victimes et de destructions considérables.

Une autre idée de la propagande des officiels russes voudrait que la nation ukrainienne ne soit rien d’autre qu’une construction fictive, sans racines profondes. Elle ressemble, en réalité, tout comme son adversaire à un assemblage de peuples. Son territoire a été, en effet, sous différentes tutelles : Galicie de l’Empire Austro-Hongrois, Pologne.

Le caractère artificiel que l’Etat Ukrainien ne pourrait être démontré que s’il existait un sentiment national déliquescent. C’est exactement l’inverse à quoi on assiste actuellement.

Les propagandistes russes accusent leur voisin de s’être progressivement détaché de la patrie-mère. C’est parce qu’ils ont compris que leur avenir ne se trouvait pas dans son sillage.

La propagande officielle recoure à des falsifications démesurées de la réalité. Elle prétend avoir découvert des charniers, résultats d’exécutions de masses d’habitants russophones du DONBASS ce qu’aucun des nombreux observateurs sur place n’a jamais repéré. La corruption qui règnerait en UKRAINE est vigoureusement dénoncée en ignorant que le censeur est lui-même fortement affecté par ce mal. Ajoutons encore les accusations démentes portées contre les dirigeants insoumis : dégénérés, toxicomanes etc.

# **LES BUTS DE GUERRE**

Les buts de guerre russes se dessinent de plus en plus clairement tout en laissant subsister diverses zones d’ombre de grande importance.

Il ne fait plus aucun doute que le but à court terme de l’agression est de remplacer le pouvoir politique actuel par une nouvelle équipe dévouée aux intérêts de MOSCOU. Il implique de détruire les institutions existantes : présidence, gouvernement, parlement, institutions judiciaires, organes d’information.

L’annexion purement juridique de l’UKRAINE et son inclusion sous une souveraineté russe directe ne semble pas, actuellement, faire partie du programme de V. POUTINE. Par contre, la mainmise totale sur les deux régions dissidentes du DONBASS apparaît comme probable. Elle pourrait même s’élargir à toute la partie est du territoire, incluant KARKHIV et d’autres grandes villes riveraines de la mer d’AZOV, ce qui assurerait un continuum avec la presqu’ile de CRIMEE.

Quant au sort qui serait réservée à la partie ouest du territoire et à KIEV la capitale, il n’est pas encore discernable.

Une autre inconnue important qui subsiste encore concerne l’extension redoutée du conflit à l’ancien glacis stalinien formé après la guerre mondiale : Pays baltes, Finlande, ex-démocraties populaires d’Europe de l’Est. Là encore leur incorporation dans l’empire ne fait vraisemblablement partie de l’agenda. Mais leur neutralisation, c'est-à-dire la réduction de leur indépendance est bien visée. Or tous les pays concernés ont été admis au sein de l’OTAN dont les membres ont contracté des liens d’assistance mutuelle en cas d’attaque contre l’un de ses membres. L’Alliance, chacun le sait, est dirigée et dominée par les Etats-Unis. Le leader n’a pas beaucoup envie de venir au secours de ses alliés européens. Mais s’il décidait de ne pas respecter ses engagements à leur égard, sa crédibilité internationale s’effondrerait. A un moment historique où le sort de TAIWAN et de la COREE du SUD sont en jeu.

Il n’a échappé à personne que le dictateur moscovite a décidé de mettre dans la balance des forces son potentiel nucléaire récemment placé en état d’alerte. Il signifie par là qu’il est disposé à des destructions terribles pour ses ennemis tout en sachant très bien qu’elles équivaudraient à un suicide de son propre pays. L’histoire foisonne d’autocrates prêts à tout sacrifier, leur peuple afin de conserver leur pouvoir.

Les occidentaux commencent à comprendre que le scénario-catastrophe n’est plus une vue des esprits alarmistes et ils s’habituent lentement mais sûrement à ne plus l’exclure de leurs stratégies de défense. On peut en déduire qu’ils vont expertiser le conflit ukrainien comme le prototype d’une entreprise plus vaste de déstabilisation. L’enjeu n’est plus, désormais, circonscrit à un conflit limité aux deux puissances combattantes. Il devient international et multidimensionnel en ne se limitant plus aux rapports de forces militaires. Nous reviendrons plus loin sur cet aspect du conflit.

# **LES CAPACITES DE RESISTANCE INTERIEURE DE L’UKRAINE**

L’erreur à ne pas commettre serait donc d’évaluer les capacités de résistance du pays agressé en termes purement militaires. Les guerres modernes sont devenues multidimensionnelles. Elles incluent plus que jamais la propagande et le recours à des attaques visant à perturber les réseaux informatiques, ce qu’on appelle, désormais, la cyberguerre.

Il est évident que les néo-soviétiques disposent de forces militaires nettement supérieures qui leur garantissent, à terme, la victoire par les armes. Plus le terme sera court et plus les buts de guerre seront facilement atteints. Tel n’est pas le scénario qui se dessine. Pourquoi ?

Le conflit politico-militaire ne date pas d’hier. L’armée ukrainienne, confrontée à la rébellion dans le DONBASS, soutenue par Moscou a eu le temps de se renforcer. Des armements défensifs, des aides financières, lui ont été fournis par les occidentaux. Ils ne suffiront pas à éviter la défaite, leurs dirigeants le savent bien. Mais ils s’estiment, à juste titre, en capacité de faire durer la confrontation guerrière, très nuisible pour leurs ennemis. Les appels russes exhortant les forces armées de leur adversaire à se soulever et à renverser le pouvoir en place n’ont recueilli aucun écho.

La population du pays menacé soutiendra, autant qu’elle le peut, son régime et l’orientation stratégique dont il est porteur : s’intégrer à l’Europe, option estimée inacceptable par V. POUTINE et ses soutiens. L’actuel président ZELENSKY, décidé à se battre jusqu’au bout, jouit de la confiance d’une grande majorité de son peuple. Sa crédibilité auprès des soutiens extérieurs à l’Ukraine a beaucoup augmenté. Rappelons aussi que, depuis 2018 ? la plus grosse partie du clergé orthodoxe, religion majoritaire du pays, s’est détachée du Patriarcat de Moscou.

Nous avons tous en mémoire l’échec retentissant des soviétiques lorsqu’ils ont envahi l’AFGHANISTAN. Mais le terrain géophysique et sociologique d’affrontement n’est pas du tout le même. Les soviétiques intervenaient alors dans un pays très montagneux et très tribal. L’Ukraine est un pays de plaine peuplé de gens autrement éduqués. Sa population est slave. Les liaisons familiales sont nombreuses de part et d’autre de la ligne de front.

La seule ressemblance avec l’AFGHANISTAN procède de l’aptitude à la guérilla. Car le pays ukrainien dispose d’une longue tradition en la matière. Une fois conquis le territoire, il ne suffira pas d’en décapiter la tête. Il faudra déjà trouver une équipe de collaborateurs bénéficiant d’un minimum de légitimité, ce qui s’avère, déjà, difficile. Puis le vaste espace devra être occupé, les institutions provinciales et locales épurées. De toute évidence, l’agresseur n’est pas en état d’importer de nouveaux administrateurs pour remplacer ceux qui sont en place. [[3]](#footnote-3)

# **LES CAPACITES DE RESISTANCE DE LA POPULATION RUSSE**

Elles sont, en début de conflit, difficile à estimer. La seule donnée dont on soit sûr est l’allergie profonde de la population à un engagement de leur nation dans un conflit militaire de longue durée. Ceci étant, depuis des années, la propagande officielle abreuve ses auditeurs des menaces que feraient peser sur leur existence, leur avenir, l’impérialisme américain allié à une Europe divisée et aux mœurs décadentes. La fibre nationaliste se voit cultivée en permanence. Le spectre de la « grande guerre patriotique » contre les nazis se trouve en permanence réactualisé par la propagande. Comme l’ancien parti communiste conserve encore pas mal d’adeptes, les bolcheviques historiques sont mis en accusation pour avoir permis l’existence d’une nation ukrainienne réputée fictive.

Les sondages assez fiables, actuellement disponibles, jaugeant l’état d’esprit de la population distinguent trois blocs d’opinions. Une moitié souscrirait à l’invasion tandis qu’un quart y serait hostile, le dernier quart étant sans opinion. Il est peu vraisemblable que le bloc favorable à l’agression progresse au fur et à mesure que durera le conflit armé. Plus ce conflit s’allongera dans le temps et plus la fraction hostile comptera des adeptes. Le fait qu’une partie des élites russes se désolidarisent de leur gouvernement n’est pas négligeable. Ceci étant, les oppositions ayant été systématiquement détruites, leurs organisations dissoutes ou marginalisées, un soulèvement populaire venant renverser le régime, sans être totalement exclu des hypothèses, ne paraît pas vraiment d’actualité.

Les dictatures pourrissent souvent par la tête. Les principaux soutiens de V. POUTINE se trouvent dans les forces de sécurité internes comme externes et dans un réseau d’oligarques qui lui sont redevables de marchés intérieurs et extrêmement profitables. Certains stratèges occidentaux tablent sur la possibilité que les sanctions occidentales conduisent finalement à une dissolution du pouvoir en place. Le caractère plausible d’une telle éventualité va dépendre de la mise en œuvre concrète desdites sanctions. La Grande-Bretagne et, plus précisément, la place de Londres qui gère de considérables avoirs des oligarques a déclaré qu’elle entendait mettre fin à sa complaisance. Si son gouvernement tenait une telle promesse, les conséquences pourraient être dévastatrices pour le pouvoir russe. Nous verrons, assez rapidement, si les bonnes intentions seront suivies d’effets notables. Comme l’opinion mondiale juge B. JOHNSON comme un menteur de premier ordre, il n’est pas encore possible d’anticiper l’avenir à ce sujet. Mais les réactions actuelles du premier ministre britannique ne sont manifestement pas à la hauteur de ses déclarations.

# **LES REACTIONS OCCIDENTALES**

## **REACTIONS AMERICAINES**

Les Etats-Unis ont minutieusement décrit les préparatifs d’invasion tandis que les européens critiquaient une démarche qu’ils estimaient inspirée par un alarmisme injustifié. Ce sont les américains qui ont vu juste. Depuis la présidence d’OBAMA, il avait été admis par les deux partis de gouvernement, républicains et démocrates, que le grand et seul rival était la CHINE. La RUSSSIE avait été reléguée au rang de puissance dangereuse, militairement et diplomatiquement parlant, mais secondaire dans les rapports de forces mondiaux. L’invasion russe ne modifie pas substantiellement l’analyse stratégique mais la complique singulièrement. Le réinvestissement de la puissance américaine dans le théâtre européen s’impose car elle ne peut pas faire autrement. Il aura lieu sous trois formes principales. Première forme : l’utilisation accrue des privilèges monétaires et financiers du dollar. Deuxième forme : la mobilisation de sa puissance technologique encore incontournable dans maints domaines. Troisième forme : l’approvisionnement des européens en produits énergétiques, gaziers et pétroliers.

L’opinion américaine, tout en étant travaillée par l’isolationnisme, demeure, néanmoins, profondément hostile au régime russe. Les louanges décernées par D. TRUMP envers l’autocrate moscovite devraient lui attirer plus d’hostilités que de bénéfices. Même si les républicains parvenaient à retrouver une majorité parlementaire lors des prochaines élections ils ne pourraient pas se convertir en soutien de l’invasion ni réduire le soutien aux européens.

## **REACTIONS EUROPEENNES**

Les réactions européennes ont été d’une rapidité ainsi que d’une vigueur inattendue. L’unité qui s’est manifestée résulte d’une prise de conscience que, au-delà des divisions internes chroniques, l’Union ne survivrait pas longtemps en adoptant une stratégie de soumission aux exigences de la Russie. Lesquelles ne sont pas acceptables pour les anciennes démocraties dites populaires de l’Est qui étaient prêtes à faire dissidence si celles de l’Ouest négligeaient leurs intérêts vitaux. La posture adoptée par les principales puissances du continent ainsi que par la Grande-Bretagne a apaisé leurs craintes existentielles.

Le paquet de sanctions adopté a surpris par son ampleur. Moscou ne pensait pas que la réaction soit aussi vigoureuse, ce qui explique sa récente montée aux extrêmes nucléaires. Les répliques décidées ont pour but de mettre à genoux l’économie de l’adversaire. Entreprise difficile car les européens ont, inégalement, décidé d’être tributaires des approvisionnements russes en gaz, en pétrole, en minerais rares et même en fournitures de céréales. Ces canaux d’importation vont être partiellement maintenus au prix d’arrangements complexes et encore mal définis.

Le gel des avoirs financiers de l’envahisseur, la paralysie organisée des flux de capitaux provoquent, d’ores et déjà, la chute du rouble et un marasme boursier que l’on n’avait pas connu, sauf à l‘époque d’ELSTINE. Une hausse sensible et rapide des prix affectant les marchandises importées, nécessaires à l’alimentation de la population, se répand. Si les économies européennes ont besoin des ressources russes, ces dernières sont également tributaires d’échanges extérieurs, notamment pour l’alimentation des populations et pour tout ce qui concerne les technologies avancées.

Plusieurs pays importants de l’Europe viennent de procéder à des réorientations profondes de leurs relations avec l’envahisseur. La Suède, qui avait, par le passé, puissamment soutenu au plan économique le régime nazi, adoptant une position de neutralité maintenue après la chute de l’hitlérisme, se rapproche de l’OTAN. La Finlande fait de même. Le virage le plus spectaculaire et le plus important concerne, bien évidemment l’Allemagne. Ce pays qui s’est imprudemment placé sous la dépendance énergétique du régime néo-soviétique, qui a défendu becs et ongles le pacifisme dans les relations internationales, vient d’annoncer des livraisons d’armes à l’Ukraine ainsi que l’augmentation spectaculaire de son budget de défense extérieure.

Il va falloir, bien entendu, inventorier et expertiser, la réalité des changements annoncés. Il est, d’ores et déjà, acquis qu’ils n’auront rien d’anodin. L’Europe est parvenue, à la faveur de la crise à préciser où se situent ses intérêts fondamentaux. Ses intérêts mercantiles viennent de céder le pas à ses intérêts stratégiques.

# **L’ESPACE DES NEGOCIATIONS DIPLOMATIQUES**

L’espace des négociations diplomatiques, se révèle, pour un bon moment, pratiquement nul. Le dirigeant russe confirme ce diagnostic en proclamant que seule la soumission à ses buts de guerre pourrait ramener la paix. Les pourparlers actuellement en cours à la frontière biélorusse relèvent de la guerre de communication. Guerre que l’Ukraine remporte tous les jours. La renonciation de la Russie à ses projets n’est pas à l’ordre du jour aussi longtemps qu’elle sera assurée de sa supériorité militaire. Pour sa part, l’Ukraine n’est pas prête à accepter une reddition sans condition.

Après les tentatives de compromis non guerriers tentées, sans aucun succès par les français, les allemands, les négociations ne pourront reprendre et avancer qu’une fois clarifiés les rapports de forces. Nous n’en sommes pas encore là.

# **LES AUTRES POSITIONS INTERNATIONALES**

## **POSITIONS FRANCAISES**

L’invasion se produit en plein milieu de la campagne électorale présidentielle alors qu’E. MACRON doit, incessamment, solliciter officiellement le renouvellement de son mandat. Il se trouve que le chef actuel de l’Etat préside l’Union Européenne. Le discours qu’il a tenu depuis des années, implorant l’Europe de se muer en puissance politique, gagne en crédibilité.

Habituellement, les affaires étrangères occupent une place secondaire dans les affrontements entre les candidats. L’ordre antérieur des préoccupations se trouve sensiblement bouleversé. D’autant plus que V. POUTINE a agité le spectre de représailles nucléaires.

L’attitude française officielle comporte deux volets conçus comme complémentaires. Le premier consiste à se placer à la tête de la guerre économique et financière dans le but de ruiner l’économie russe et de l’isoler totalement de l’économie occidentale. Position qui a été largement suivie en Europe. Le second volet, affaibli, laisse une porte ouverte à la diplomatie et au dialogue avec le dictateur post-soviétique. Il est espéré que la mise en œuvre du premier volet va permettre d’ouvrir de nouvelles marges de manœuvre au second. Problème : l’invasion va progresser plus vite que les effets, réellement ravageurs, cette fois, des sanctions.

Les adversaires politiques d’extrême-gauche et d’extrême droite du président en exercice, candidat certain à la prolongation de son bail, pâtissent beaucoup de la situation. Ils ont depuis longtemps soutenu les revendications russes et les vertus du régime autoritaire post-soviétique. Sans ne guère s’interroger à propos des atteintes au niveau de vie et aux libertés des peuples de l’empire rétréci.

Il est vraisemblable que ne pourront accéder à la Présidence que les candidats les plus clairement hostiles à l’invasion. L’actuel titulaire de la charge n’a guère de souci à se faire pour sa reconduction. Les vrais soucis intérieurs renaîtront à l’été prochain.

La récente démission de F. FILLON, ancien premier ministre, abandonnant ses fonctions au sein d’entreprises d’énergie partiellement étatisées, n’a rien d’anodine. Elle appelle les autres grands investisseurs nationaux, à se dégager, notamment TOTAL et ENGIE. Si, comme il est plausible, le conflit s’envenime, ces entreprises multinationales seront obligées de mettre leurs activités sous cocon et de cesser d’investir. Les grandes multinationales anglo-saxonnes ont commencé à plier bagage. Les françaises adoptent la même conduite.

Les principaux investissements français dans l’économie russe s’inscrivaient dans le long terme et l’apolitisme. La présence de RENAULT, comme de ses nombreux sous-traitants ne s’explique pas autrement. Ils ne partiront pas mais adopteront un profil bas, réduiront leur production, procéderont à des licenciements en attendant des jours meilleurs. Les nombreux groupes de distribution des biens de consommation alimentaires et plus durables vont être fortement impactés. La majorité d’entre eux n’ont pas la possibilité de résister à une chute durable de leur chiffre d’affaires. Une partie significative d’entre eux devra fermer ses portes en Russie.

## **POSITIONS ALLEMANDES**

A.MERKEL, inusable chancelière avait décidé de renoncer à l’énergie nucléaire et de se procurer auprès de la Russie une part importante de ses approvisionnements pétroliers et surtout gaziers. L’ancien chancelier social-démocrate G. SCHRODER avait déjà œuvré en ce sens en rejoignant la direction de GAZPROM qu’il s’obstine à ne pas vouloir quitter sans crainte d’être mis au ban de son parti. Les écologistes étaient favorables à l’option gouvernementale. Mais il faut reconnaître que l’opinion était majoritairement acquise, elle aussi, à l’orientation de la chancelière. Moyennant quoi, l’Allemagne en activant l’exploitation de ses gisements de lignite s’est hissée au rang de premier pollueur européen. La politique ainsi engagée l’a été de manière totalement souveraine, sans se concerter avec les partenaires de l’Union. Un nouveau gazoduc NORDSTREAM II a été construit permettant d’éviter l’utilisation du conduit existant qui passait par l’Ukraine.

Au début de l’invasion la grande puissance germanique s’est montrée très réticente à l’adoption de sanctions à l’encontre de la Russie. Son pacifisme se combinait parfaitement avec ses intérêts mercantiles. La tragi-comédie l’ayant amené à manifester son soutien à l’agressé en envoyant des casques de protection a commencé à faire scandale et à réveiller les consciences. Le nouveau chancelier O. SCHOLTZ vient de prendre le contrepied de la politique antérieure avec le soutien de son parlement. L’annonce du revirement est impressionnante, jamais vue dans l’histoire de l’Allemagne post-hitlérienne. Outre la pleine participation, atténuée par quelques exceptions, aux sanctions économiques et financières, le gel de la mise en service de NORDSTREAM II a été acté. Les médias russes de propagande ont été expulsés. Contrairement à la doctrine établie des armes défensives et létales approvisionneront les résistants ukrainiens. Plus surprenant encore, il a été annoncé que le budget de la défense serait substantiellement augmenté.

Quel crédit accorder aux déclarations allemandes ? Elles apparaissent, à notre avis, comme extrêmement sérieuses et, aussi, durables. L’époque où la défense des intérêts vitaux des européens était largement sous-traitée aux Etats-Unis s’achève.

## **POSITION CHINOISE**

La solidarité du pouvoir chinois avec son ami russe s’est révélée en-deçà des attentes de V. POUTINE. Ce dernier espérait consolider le front des nations contestataires de l’ordre international. Pékin a certes déclaré comprendre les inquiétudes sécuritaires de Moscou. Puis son représentant s’est abstenu lors du vote au Conseil de sécurité demandé par les occidentaux pour condamner l’agression. Il a, ensuite, exprimé sa prudence en « regrettant » la situation. Après avoir échoué en AFGHANISTAN, les Etats-Unis ne peuvent que renforcer leur soutien à TAIWAN, ainsi qu’en faveur du JAPON et de la COREE du sud. La résistance ukrainienne servira d’exemple aux adversaires de XI JINPING.

# **LES PERSPECTIVES**

## **L’issue militaire et ses suites**

Il ne fait guère de doute que la puissance militaire russe dispose des moyens de mettre à genoux sa rivale ukrainienne. Comme il sera très difficile, après la destruction de l’armée adverse, de trouver des collaborateurs locaux, des gens de MOSCOU devront occuper les fonctions des dirigeants éliminés. S’agissant des têtes de l’Etat défait, l’opération n’a rien d’impossible. Après, la question se complique. Il va être plus que difficile de mettre en place un parlement-croupion. La résolution du problème ne pourra être trouvée qu’en supprimant purement et simplement l’institution. Le modèle opératoire à suivre existe déjà : le biélorusse. Les américains et les européens ont échoué à empêcher l’intensification de l’emprise russe sur le dictateur LOUKATCHENCO. Son pays, beaucoup moins étendu que l’Ukraine, se trouve actuellement en faillite économique et financière. Il ne peut survivre qu’avec l’aide de la Russie qui va perdre, en raison des sanctions occidentales, beaucoup de moyens de l’entretenir.

Il va falloir également que l’envahisseur neutralise les pouvoirs locaux. Il les laissera probablement en fonction, faute de solution alternative, c'est-à-dire de collaborateurs dévoués. A condition qu’ils se limitent aux tâches administratives. Avec le risque élevé que les édiles apportent en sous-main leur appui aux rebellions civiles. Car il paraît peu crédible que la répression policière puisse venir à bout de la résistance intérieure, appuyée par des aides extérieures.

## **Le poids de l’héritage soviétique**

V. POUTINE se comporte en digne héritier de la tradition soviétique. C’est pourquoi il faut le qualifier, comme nous l’avons fait, de « néo-soviétique ». Il ressemble à ses prédécesseurs par les bases de son pouvoir : les « services spéciaux » et l’appareil militaire. Les oligarques ne sont que des soutiens de second rang. Le fait que beaucoup d’entre eux viennent de quitter le navire russe en espérant échapper aux expropriations occidentales n’est nullement négligeable mais géopolitiquement secondaire.

L’invasion de l’Ukraine ressemble à celle de la Tchécoslovaquie en 1968. Malgré l’opposition massive de la population, l’entrée des chars d’assaut à Prague avait non seulement permis d’étouffer le mouvement de réforme, mais a permis de soumettre complètement le pays pendant plus de deux décennies. La grande différence avec la situation actuelle est que les forces politiques restées fidèles au régime de BREJNEV, à l’intérieur, disposaient encore de puissants appuis politiques. Le dictateur russe aura infiniment plus de mal à les trouver dans le pays prochainement occupé.

## **Le désastre financier**

Le pouvoir russe subit une dépréciation du rouble de 30%. La chute de la devise devrait se poursuivre. Il a été contraint de fermer la bourse de Moscou pour éviter son effondrement. Les réserves de change dont il dispose, grâce au cours élevé de ses matières premières sont amputées des avoirs placés dans les banques occidentales. La hausse des prix à la consommation s’attaquera sérieusement au pouvoir d’achat des citoyens. Les investissements étrangers se tariront assez rapidement. Le dictateur va devoir gérer un pays sinistré. Un retour à la situation de désordre et de paupérisation ayant caractérisé la fin de la présidence de B. ELSTINE n’a rien d’improbable.

## **L’exaltation du nationalisme**

L’opinion russe a été systématiquement abreuvée d’une propagande d’après laquelle ses difficultés, ses malheurs, étaient essentiellement causés par les occidentaux. L’hostilité à leur égard demeure très vivace dans l’esprit des russes. Le Président s’évertue à démontrer qu’il a été pratiquement obligé d’entrer en guerre pour sauvegarder les intérêts supérieurs du pays.

Le fait qu’il s’attaque à un voisin slave, dont les populations entretiennent de nombreux liens familiaux suscite, d’ores et déjà de doutes, des oppositions minoritaires vigoureusement réprimées. Les russes vont perdre des vies humaines dans l’expédition actuelle. L’invasion et l’occupation se traduiront, inévitablement, par une inflation des cercueils.

Sans pouvoir espérer que la population, dépourvue de porte-paroles, puisse se révolter, on peut anticiper, sans grand risque, une perte de crédibilité de la propagande publique.

## **L’impasse stratégique**

L’impasse stratégique résulte du fait que les buts de guerre de V. POUTINE, non négociables actuellement, sont inacceptables pour les occidentaux. Les adversaires ne peuvent, comme on l’a dit, reculer sans perdre leur raison d’être. Les calculs de Moscou commencent à se préciser. Une fois la victoire militaire acquise, la vassalisation de l’Ukraine réalisée, les démocraties, espère-t-on au KREMLIN, finiraient par se résigner et tenteraient de trouver des « accommodements raisonnables ». Le passé récent, après la soumission de la Géorgie, de Moldavie, l’annexion de la Crimée, pourrait se rééditer. Les européens reviendraient à leurs divisions chroniques leur unité actuelle étant purement circonstancielle.

Pour qu’il en aille ainsi il faudrait, de la part des occidentaux, accepter que la soumission de l’Ukraine s’accompagne d’une sujétion des européens et d’une défaite indirecte des Etats-Unis. Tout indique que ces occidentaux n’accepteront pas de se coucher. Ils viennent de tirer un trait sur un passé où le dictateur russe était encore considéré comme un personnage fréquentable avec lequel il était possible de conclure des accords. Leur stratégie de défense s’inscrit dans la durée et vise à mettre à genoux une économie et une finance russes qui ne font manifestement pas le poids. Ils vont déployer tous leurs efforts afin de prolonger dans le temps le conflit guerrier. Leur but non affiché mais néanmoins sous-jacent n’est pas seulement de faire trébucher V. POUTINE, mais de le faire définitivement chuter. Celui-ci en a pris conscience. Il ne peut pas renoncer à ses revendications inacceptables sans que soit porté un coup fatal à son règne. L’atout-maître dont il dispose encore et qui embarrasse sérieusement ses adversaires tient au fait qu’il a éliminé tous les opposants qui pourraient le remplacer.

Le maître du KREMLIN joue actuellement son va-tout en position de force immédiate et en position de faiblesse à plus longue échéance. La dernière manœuvre d’intimidation, la mise en alerte des armes nucléaires, atteste de sa détermination de monter aux extrêmes mais signifie aussi une certaine perte de confiance dans les solutions classiques de la victoire.

Les occidentaux vont maintenant s’activer en vue d’exploiter toutes les failles de l’adversaire qui ne se limitent pas à l’économie, ni à la finance, ni à la monnaie. Ils n’espèrent guère, à juste titre, que la population puisse se soulever. Mais ils tablent sur la désaffection envers le régime, de la part des élites intellectuelles, artistiques, sportives et le laminage des classes moyennes urbaines qui risque de se produire. La chasse aux oligarques va se poursuivre et s’intensifier. Ses répercussions épargneront ceux qui sont à la tête de grandes firmes comme GAZPROM qui alimentent les foyers de nombreux pays, en Allemagne et en Europe de l’Ouest. Les ravages provoqués parmi les grandes fortunes russes atteindront, malgré ces restrictions, des niveaux sans précédent.

Comme on l’a souligné précédemment, les assises déterminantes du régime actuel sont les services de police, d’espionnage et les armées. Il n’est pas possible d’affirmer que des opposants à la ligne officielle émergeront en leur sein. On ne peut plus l’exclure. Pour qu’une telle éventualité se concrétise plusieurs conditions devraient être réunies : une chute sérieuse de la popularité du leader de la part d’une population voyant son niveau de vie se dégrader à vive allure, des risques graves de banqueroute économique, un danger de déclassement militaire. Tout ceci reste possible si les ukrainiens conservent des moyens de résistance et si les occidentaux ne fléchissent pas dans l’application des sanctions multiformes qu’ils ont annoncées.

Nous ne partageons pas l’opinion largement répandue que les sanctions seraient inefficaces. Les iraniens en ressentent très douloureusement les effets. Tout dépend de leur ciblage et de leur intensité. Le niveau présentement atteint dépasse tout ce qui a été fait, en la matière, par le passé. Les occidentaux ne peuvent pas reculer sans voir se retourner contre eux leurs opinions.

# **L’AVENIR DE LA RUSSIE**

En supposant que V. POUTINE soit chassé du pouvoir, hypothèse pour l’heure incertaine, l’avenir de la RUSSIE ne serait pas, pour autant, éclairci. L’implantation d’un Etat de droit démocratique et pacifié exigerait une véritable révolution. Aucun des domaines de la vie sociale ne pourrait être épargné. Or, depuis des siècles, le pays n’a connu que des régimes autoritaires et dictatoriaux. Les classes dirigeantes, politiques, économiques, ont toujours été prédatrices. Les grandes fortunes actuelles des oligarques, qui reposent à titre principal, sur l’exploitation des ressources naturelles, ont été édifiées en spoliant l’Etat et le peuple. Les gens ordinaires ne l’ignorent pas mais nombre d’entre eux se résignent à penser qu’il s’agit d’une triste fatalité incontournable.

Un nouveau rideau de fer est en passe de s’abattre séparant pour un bon moment les démocraties européennes d’un nouvel empire russe incluant l’Ukraine, la Biélorussie, les territoires séparatistes de Géorgie, de Moldavie, provoquant une nouvelle séquence de paupérisation généralisée. V. POUTINE ne peut espérer que régner sur des territoires prolétarisés plus encore qu’ils ne le sont aujourd’hui.

Certaines forces dites « de gauche » en occident commettent, une fois de plus, une erreur d’analyse magistrale. Elles admettent la légitimité des obsessions sécuritaires de la Russie alors ces obsessions masquent une stratégie néo-impérialiste. Elles proposent la négociation de compromis avec l’agresseur inscrivant dans le marbre la vassalisation de ses voisins. Les vrais problèmes à résoudre se situent sur d’autres plans jusqu’à présent négligés.

Les occidentaux et, singulièrement les européens, britanniques en tête, se sont accommodés du système soviétique qui a rapporté à leurs classes dirigeantes, beaucoup d’avantages. La prospérité de la City londonienne s’explique, en partie, par les bénéfices des placements des oligarques. La Côte d’Azur française, les stations de montagne, des possesseurs de terres agricoles se sont enrichis grâce aux investissements des potentats moscovites. L’Allemagne a accepté de se rendre dépendante des grands conglomérats énergétiques russes avec la complicité d’une partie de ses élites politiques. Aussi longtemps que l’idéologie mercantile des tenants de la démocratie ne sera pas recadrée à sa juste place, il est vain d’attendre un renversement des rapports de forces avec les néo-soviétiques.

On s’y achemine doucement, beaucoup trop lentement. Nos chancelleries se préoccupent exagérément d’imaginer d’improbables compromis avec le régime de V. POUTINE. Ce faisant, elles adoptent, sans, bien sûr, l’avouer, le point de vue que le retour de la Russie dans le giron des nations civilisées représente une tâche fortement improbable. Nombreux sont ceux qui, dans nos pays, à l’inverse, agissent dans le sens d’une instauration de la démocratie. Ils restent encore trop faiblement soutenus.

Dans l’histoire de l’humanité on a vu les grands tyrans manier avec dextérité l’arme de la terreur. Le dictateur de Moscou n’échappe pas à la règle. Il ne peut échouer que si nos populations refusent de se laisser impressionner. Jusqu’à présent elles se sont résignées aux violations du droit international en les considérants comme un moindre mal. Il nous semble néanmoins que le seuil d’acceptabilité a été franchi. Les pertes de vie humaines qui vont immanquablement se produire ne feront que renforcer le camp des opposants à la guerre.

Le scénario à court terme qui se dessine de jour en jour n’est pas prometteur pour les gens de Russie. Ils souffriront beaucoup plus que les autres européens de la pluie de sanctions qui déferlent actuellement. Les néo-soviétiques vont, sous des formes encore difficiles à préciser mais dont le sens ne fait guère de doute, annexer un très vaste territoire voisin qu’ils auront préalablement ravagé et qu’ils seront incapables de reconstruire. V. POUTINE est longtemps apparu comme l’homme d’autorité qui avait su sortir son pays du désastre que B. ELSTINE avait laissé se produire. Il en a tiré une popularité durable qui, dès avant l’invasion, s’est réduite. Cette érosion va s’accentuer sous l’effet de la dégradation des conditions de vie des habitants. Il vient de supprimer, en saccageant les médias indépendants, le peu qui restait des libertés citoyennes. Il est en passe de ruiner les promesses d’amélioration du sort de ses populations. Le dictateur ne va pas manquer de tout tenter pour s’accrocher au pouvoir. Il apparaît exclu qu’il recule sur ses positions. Sa dangerosité impressionne de manière croissante dans le monde entier. S’il cède la place, ce sera sur un champ de ruines. L’avenir qui malheureusement se profile pour son pays est celui du chaos et du déclassement.

Comme pendant l’ancienne guerre froide, les démocraties s’étaient refusées à venir militairement au secours des révoltes populaire, en RDA, en Hongrie, en Tchécoslovaquie. Leur abstention n’avait pas empêché l’implosion ultérieure du régime soviétique. Le chef de guerre a recours aux mêmes raisonnements et aux mêmes méthodes de gouvernement que ses prédécesseurs. Sa vision du monde a été formatée à leur école. Si les démocraties tiennent bon les chances qu’il finisse sa carrière dans les poubelles de l’histoire nous paraissent très élevées.

1. Lequel n’était pas en odeur de sainteté à Moscou mais tentait par tous les moyens de satisfaire ses attentes. [↑](#footnote-ref-1)
2. Qui n’équivaut pas à une admission dans l’Unions européenne mais n’exclut pas, non plus, cette possibilité. [↑](#footnote-ref-2)
3. Les experts militaires occidentaux estiment qu’il faudrait au moins 500 000 hommes pour occuper l’Ukraine. [↑](#footnote-ref-3)